

# Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	<b>18.04.2024</b>
Thème	<b>Médias</b>
Mot-clés	<b>Liberté des médias</b>
Acteurs	<b>Sans restriction</b>
Type de processus	<b>Débat public</b>
Date	<b>01.01.1965 - 01.01.2023</b>

# Imprimer

## Éditeur

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Contributions de

Buchwalder, Mathias  
Ehrensperger, Elisabeth  
Flückiger, Hans Peter  
Frischknecht, Ernst  
Gullo, Ruth  
Meyer, Luzius  
Moser, Christian  
Müller, Eva  
Rinderknecht, Matthias

## Citations préféré

Buchwalder, Mathias; Ehrensperger, Elisabeth; Flückiger, Hans Peter; Frischknecht, Ernst; Gullo, Ruth; Meyer, Luzius; Moser, Christian; Müller, Eva; Rinderknecht, Matthias 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Médias, Liberté des médias, Débat public, 1971 - 2022*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), téléchargé le 18.04.2024.

# Sommaire

<b>Chronique générale</b>	1
<b>Enseignement, culture et médias</b>	1
Médias	1
Radio et télévision	2
Presse	5
Aspects généraux de la politique médiatique	6
Nouveaux médias	9

## Abréviations

<b>VBS</b>	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
<b>UNO</b>	Organisation der Vereinten Nationen
<b>UBI</b>	Unabhängige Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>SRG</b>	Schweizerische Radio- und Fernsehgesellschaft
<b>EVED</b>	Eidgenössisches Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement
<b>WAK-NR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
<b>WBF</b>	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
<b>PTT</b>	Post-, Telefon- und Telegrafbetriebe
<b>UWG</b>	Bundesgesetz gegen den unlauteren Wettbewerb
<b>EMD</b>	Eidgenössisches Militärdepartement, heute: Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport (VBS)
<b>BankG</b>	Bankengesetz

---

<b>DDPS</b>	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>AIEP</b>	Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision
<b>UE</b>	Union européenne
<b>SSR</b>	Société suisse de radiodiffusion
<b>DFTCE</b>	Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie
<b>CER-CN</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
<b>DEFR</b>	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
<b>PTT</b>	Postes, téléphones, télégraphes
<b>LCD</b>	Loi fédérale contre la concurrence déloyale
<b>DMF</b>	Département militaire fédéral, aujourd'hui: Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)
<b>LB</b>	Loi sur les banques

# Chronique générale

## Enseignement, culture et médias

### Médias

#### Médias

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 26.11.1976  
HANS PETER FLÜCKIGER

La politique d'information de la Confédération dans l'affaire Jeanmaire n'a pas été comprise par tout le monde. La discrétion des autorités et le besoin de nouvelles du public étaient diamétralement opposés: la rumeur publique s'est alors enflée. Le landammann du canton de Schwyz s'est engagé dans une **politique d'information** ouverte en invitant les citoyens à des heures d'audience. Ce canton a également publié un journal pour orienter les citoyens sur les objets portés en votation. Le gouvernement grison a en revanche réduit le flux de ses informations: les directives du gouvernement et de l'administration en cette matière ont été sévèrement critiquées.<sup>1</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 21.02.2022  
MATHIAS BUCHWALDER

En les dévoilant sous l'appellation «**Suisse secrets**», un consortium de médias internationaux, parmi lesquels la Süddeutsche Zeitung, le Monde, New York Times et The Guardian, a publié les données de 18'000 comptes appartenant à plus de 30'000 clients de la banque Credit Suisse. Pour la plupart fermés aujourd'hui, ces comptes ont notamment appartenu à des dictateurs, trafiquants en tous genres, criminels de guerre condamnés et à d'autres personnes peu fréquentables. De manière surprenante au premier abord, le consortium à l'origine de cette fuite de données ne comprenait aucun média suisse. Ceux-ci n'ont donc pas participé à une enquête longue de plusieurs mois, se déroulant dans leur propre pays. Leur absence s'explique à l'aide de l'article 47 de la loi sur les banques (LB). Cet article stipule que celui ou celle qui «révèle intentionnellement un secret qui lui a été confié [...] ou exploite ce secret à son profit ou au profit d'un tiers» peut être sanctionné par une peine privative de liberté allant jusqu'à trois ans. Pour les journalistes, cela signifie que réaliser un reportage à l'aide de données bancaires volées est passible de prison. Afin de ne pas encourir ce risque, la presse suisse ne s'est donc volontairement pas mêlée à l'enquête, ce qui n'a pas manqué de déclencher des questionnements sur la **liberté de la presse** en Suisse. La rapporteuse spéciale de l'ONU sur la liberté d'expression, Irene Khan, s'est insurgée contre la législation helvétique, que l'on ne retrouve dans aucun autre pays démocratique. Selon elle, «poursuivre pénalement des journalistes qui ont publié des données bancaires d'intérêt public serait contraire aux règles internationales sur les droits humains».

L'origine de cette législation remonte au début des années 2010. Alors que le secret bancaire se trouvait sous pression internationale, le PLR a souhaité contre-attaquer en déposant une initiative parlementaire dont le but était de punir la vente de données bancaires. Peu après, la fin du secret bancaire et l'adoption de l'échange automatique de données ont supprimé l'incitation pour le fisc d'autres pays à payer pour des données volées. Cependant, dans la sphère politique suisse, le désir de punir les vols est resté. Le PLR avait proposé une peine de 3 ans de prison, autant que pour une prise d'otage ou un incendie volontaire, a souligné le journal 24Heures. Cette mesure a été adoptée en 2014. Au cours des débats parlementaires, il avait été clairement déclaré que les médias étaient eux aussi soumis à la nouvelle loi. L'existence d'un intérêt public prépondérant à la publication de certaines données aurait pourtant pu permettre de contourner la loi. Cependant, la jurisprudence du Tribunal fédéral n'a pour l'heure pas confirmé cette possibilité, désavouant à plusieurs reprises des lanceurs et lanceuses d'alertes.

Peu après la publication des «Suisse secrets», le Parlement a réagi à cette éventuelle entrave à la liberté de presse, garantie par l'article 17 de la Constitution fédérale. La commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-CN) a prévu de mener des auditions relatives à «la liberté de presse sur les questions concernant la place financière». Membre de la commission, la verte Regula Rytz (verts, BE) a notamment indiqué vouloir mettre en place une protection non seulement pour les journalistes, mais aussi pour les lanceurs et lanceuses d'alerte. Partisan de la révision de la loi en 2014, le sénateur Andrea Caroni (plr, AR) s'est montré ouvert à une révision. Selon lui, la publication de données personnelles, qui violent la sphère privée des personnes concernées, devrait continuer à être passible d'une sanction. Cependant, les journalistes pourraient dans certains cas se prévaloir d'un intérêt public qui justifierait la publication de leurs informations. Le président de la CER-CN Léo Müller (centre, LU) s'est lui exprimé contre une modification de la loi, arguant que le secret

bancaire appartient à la tradition suisse et qu'il doit valoir pour tous et toutes, banques comme journalistes.<sup>2</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 26.03.2022  
MATHIAS BUCHWALDER

Appelé à suivre la décision de l'Union européenne (UE), **le Conseil fédéral a finalement décidé de ne pas interdire la diffusion de Russia Today (RT) et Sputnik** sur le territoire helvétique. Les deux médias d'information, financés par l'État russe, sont accusés de faire de la propagande sur la guerre en Ukraine. Ils n'utilisent par exemple pas le terme «guerre», préférant parler d'une «opération spéciale», reprenant la terminologie de Moscou. La décision de l'UE de bannir les deux chaînes a été prise au début de mois de mars. La Suisse était divisée quant à la reprise de cette sanction. Le DEFR était contre, arguant qu'il s'agissait d'une atteinte disproportionnée à la liberté d'expression. À l'inverse, le DDPS s'est positionné en faveur du bannissement des «instruments de propagande du Kremlin». Ceux-ci n'auraient pas d'indépendance rédactionnelle, ni n'exprimeraient une attitude critique envers la Russie. Après réflexion, le Conseil fédéral n'a pas incorporé l'interdiction des médias russes à ses sanctions, voulant éviter ce qui peut être interprété comme une censure. Cependant, Swisscom, Sunrise et Salt ont décidé d'interdire RT et Sputnik, qui sont donc seulement disponibles sur internet.<sup>3</sup>

### Radio et télévision

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 23.12.1971  
RUTH GULLO

Radio und Fernsehen mit ihrem uneingeschränkten Ausstrahlungs- und Beeinflussungsvermögen erregten weiterhin die öffentliche Aufmerksamkeit. Behördenvertreter führten die Schwierigkeiten, die sich insbesondere in Personalfragen ausdrückten, auf eine Wachstumskrise der Massenmedien zurück. Demgegenüber machten mehrere Redner in einer Nationalratsdebatte im Juni, die sich mit zahlreichen parlamentarischen Vorstössen zu Radio und Fernsehproblemen befasste, ein **strukturelles Ungenügen der Schweizerischen Radio- und Fernsehgesellschaft (SRG)** geltend. Die Sozialdemokraten riefen nach einer personellen Ausweitung der Generaldirektion sowie mit Unterstützung der Unabhängigen nach der Verlagerung der Programmhöhe in die Regionen und nach Mitbestimmung für das Personal. Auch die Christlichdemokraten waren der Meinung, dass, solange die SRG ein Monopolbetrieb sei, Rekurs-, Kontroll- und Mitbestimmungsmöglichkeiten einzubauen seien, am besten in der Form eines unabhängigen Radio- und Fernsehrates. Die Frage der **Programmfreiheit** spaltete den Rat in zwei Lager. Auf der einen Seite befürworteten die Sozialdemokraten eine uneingeschränkte Programmfreiheit; sie erklärten Objektivität in der Programmgestaltung als unrealisierbar. Auf der andern Seite riefen Vertreter der bürgerlichen Parteien wegen des Monopolcharakters der Massenmedien nach einer gewissen Kontrollmöglichkeit durch politische Instanzen. Bundesrat Bonvin wies in seiner Antwort darauf hin, dass seit Oktober 1970 eine juristische Expertenkommission sich mit der **Ausarbeitung eines Verfassungsartikels** über Radio und Fernsehen befasse. Mit der Überprüfung der Strukturen habe die SRG ein Spezialbüro für Organisationsfragen beauftragt. In der Richtung auf eine Einführung der innerbetrieblichen Mitbestimmung wurde ein Fortschritt erzielt: SRG und Personalverbände von Radio und Fernsehen schlossen im Herbst eine Vereinbarung ab, die paritätische Studiokommissionen und eine gesamtschweizerische paritätische Arbeitsgruppe beauftragte, konkrete Vorschläge auszuarbeiten. Am Jahresende wählte der Bundesrat nach längeren Auseinandersetzungen den Tessiner Stelio Molo als Nachfolger des altershalber zurücktretenden Marcel Bezençon zum neuen Generaldirektor der SRG.<sup>4</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 21.12.1972  
RUTH GULLO

Für Radio und Fernsehen genehmigte der Bundesrat eine **Erhöhung der Konzessionsgebühren** auf Neujahr 1973. Im Vordergrund standen jedoch qualitative und strukturelle Fragen. Scharfe Kritik der SVP an einzelnen Informationssendungen des Deutschschweizer Fernsehens und die Forderung von Vertretern der SVP an den Bundesrat, bei der Ausarbeitung des Verfassungsartikels für die beiden Massenmedien wirksamere Kontrollinstanzen vorzusehen, führten wie schon im Vorjahr zu einer Fernsehdebatte im Parlament, die im wesentlichen dieselben gegensätzlichen Argumentationen brachte wie diejenige von 1971. Angesichts der kontroversen Stellungnahmen hatte die juristische Expertenkommission, die auf Grund der Vernehmlassungen aus den Jahren 1968 und 1969 einen Artikel ausarbeiten sollte, Mühe, zu einem gemeinsamen Vorschlag zu kommen. Der Bundesrat entschloss sich deshalb, diesen den interessierten Kreisen noch einmal zur Meinungsäußerung zu

unterbreiten.<sup>5</sup>

**DÉBAT PUBLIC**

DATE: 15.12.1974

ERNST FRISCHKNECHT

Die Auseinandersetzungen um die Gestaltung der **Informationssendungen** des Fernsehens verschärfen sich, als sich Ende Januar eine überparteiliche Vereinigung schweizerischer Fernsehzuschauer und Radiohörer, die «Schweizerische Fernseh und Radio-Vereinigung» (SFRV) konstituierte. Die SFRV, als deren Präsident Nationalrat W. Hofer (svp, BE) gewählt wurde, will «nachgewiesene Tendenzen zur einseitigen Beeinflussung des Publikums» bekämpfen und unter anderem auch an der Ausarbeitung des Verfassungstextes und der Gesetzgebung über Radio und Fernsehen mitarbeiten. Die Gründung stiess auch im Kreise der in der SFRV vertretenen Parteien CVP, FDP und LdU vorwiegend auf Skepsis oder Ablehnung. Man äusserte Zweifel an der Möglichkeit der «unautorisierten» SFRV, ihre anspruchsvollen Ziele zu verwirklichen, und wies darauf hin, dass es in erster Linie Aufgabe der zuständigen Konzessionsbehörde – der Schweizerischen Radio- und Fernsehgesellschaft – sei, eine einseitige Berichterstattung zu verhindern. Im April wandte sich eine von zahlreichen Persönlichkeiten unterstützte «Aktion Freiheit für Radio und Fernsehen» gegen «Druckversuche» im Bereich der **freien Meinungsbildung**. Ins Schussfeld der Kritik gelangte vor allem eine Berichterstattung zur Chile-Debatte aus dem Bundeshaus. Eine Repräsentativumfrage über allfällige politische Tendenzen der **Tagesschau** ergab ein Resultat, welches die Bedeutung des anhaltenden Seilziehens um das «Monopolärgernis» Fernsehen relativiert: 54 Prozent der Befragten beurteilten die Tagesschau als politisch neutral, zehn Prozent als eher zu rechts und acht Prozent als eher zu links.<sup>6</sup>

**DÉBAT PUBLIC**

DATE: 13.12.1975

ERNST FRISCHKNECHT

Die Auseinandersetzungen um Radio und Fernsehen verschärfen sich erneut. In einem stark von Emotionen belasteten Klima, in welchem Dokumentation gegen Gegendokumentation stand, hatten sich die zuständigen Instanzen mit einer Flut von **Beschwerden und Beanstandungen** zu befassen. Diese betrafen meist die Darstellung, die politisch brisante Themen wie der Jurakonflikt, der Atomkraftwerkbau in Kaiseraugst, der Strafvollzug oder die Aktivitäten von Soldatenkomitees in den Informationssendungen gefunden hatten. Klagen richteten sich auch gegen die Sendung «**Kassensturz**», die nach der Auffassung des Gewerbeverbandes verschiedene gewerbliche Branchen verunglimpfte. Der angriffige «Kassensturz» behandelte Konsumentenfragen und gehörte zu den beliebtesten und meistbeachteten Sendungen. Zu einem Eklat führte ein Kommentar des Bundeshausredaktors H. U. Büschi zur parlamentarischen Behandlung der Frage des Schwangerschaftsabbruchs, in welchem die Haltung der CVP-Fraktion hart und nach Ansicht der Betroffenen «unsachlich» und «einseitig» kritisiert worden war. TV-Programmdirektor G. Frei entschuldigte sich in der Folge in aller Form am Bildschirm, was nun seinerseits wieder vielfach auf wenig Verständnis stiess und zu **Protesten der Fernsehjournalisten** und zu parlamentarischen Vorstössen führte. Kleinere Reportagen über das lokale politische Geschehen in Romont (FR), Aarberg (BE) und Kerns (OW) und über die Spitalplanung im Thurgau wurden von den kritisierten Kreisen als «Zerrbilder» zurückgewiesen. Ein Konflikt zwischen EMD und Schweizer Fernsehen führte zum Abbruch der Produktion des Fernsehspiels «Feldgraue Scheiben». Daneben wäre noch, vor allem als Illustration der verhärteten Fronten, die eine Behandlung «heikler» Themen scheinbar kaum mehr zuliesse, auf die **Zensurmassnahmen** im Falle eines Films über «Schweizer im spanischen Bürgerkrieg» hinzuweisen. Zwei Minuten Film mit Aussagen der Spanienkämpfer zur Frage, was sie unter Demokratie verstünden, fielen der Schere zum Opfer, erschienen aber nachher in der Presse und wurden vielfach als eher harmlos empfunden.<sup>7</sup>

**DÉBAT PUBLIC**

DATE: 24.12.1976

HANS PETER FLÜCKIGER

A l'occasion d'une réunion de l'Association suisse de télévision et de radio, qui continue à reprocher à diverses émissions d'être trop orientées à gauche; quelques membres ont demandé la **démission du directeur des programmes** de la Télévision suisse allemande. Des divergences d'opinions ont également éclaté, certaines émissions prévues, déclarées incompatibles avec la concession, n'ayant pas été diffusées. C'est ainsi que la Radio romande a renoncé à retransmettre une interview, annoncée pourtant, du conseiller national Ziegler (ps, GE), à propos de son livre sur la Suisse. Un reportage sur les activités des services secrets iraniens en Suisse a été radié du «CH-Magazin». Enfin un film sur le commerce de fourrures et la protection des animaux a été suspendu par voie judiciaire à la suite d'une demande des milieux intéressés. Les marchands de fourrures avaient craint qu'une atteinte préjudiciable soit

portée à leurs intérêts économiques. La **guerre dite des «maillots»**, entre la SSR et les présidents de quelques clubs de football dont les joueurs se présentent en tenues publicitaires, a pris une tournure politique. La SSR a décidé de renoncer à l'avenir à la retransmission de rencontres entre de telles équipes. Les partisans du football ont manifesté leur mécontentement et le conseiller fédéral Ritschard, dans une réponse écrite donnée au conseiller national Hubacher (ps, BS) qui avait déposé plainte, a admis que la décision de la SSR était certes impopulaire mais que la SSR ne refusait pas vraiment d'accomplir son devoir d'information et qu'il serait souhaitable qu'un accord intervienne entre la SSR et l'Association suisse de football. Deux émetteurs pirates, à Genève et Zurich, ont créé des ennuis aux PTT et à la SSR. Le second émettait en stéréophonie, ce que ne fait pas la Radio suisse. Les PTT sont pourtant parvenus à les repérer et ils ont engagé une **procédure pénale** contre les deux radios pirates. Un changement dans nos relations avec la Principauté du Liechtenstein est intervenu. Notre petit pays voisin s'était vu adjuger, l'année passée, une longueur d'onde à la Conférence des ondes longues et moyennes de Genève. Dans une nouvelle convention postale, la Suisse lui a accordé toute souveraineté pour la radiodiffusion et télévision.<sup>8</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 22.11.1978  
HANS PETER FLÜCKIGER

Der «Blick» nahm das **25-jährige Jubiläum des Fernsehens** zum Anlass, in einer ausführlichen Serie gegen die Führung des Fernsehens der deutschen und rätoromanischen Schweiz (DRS) zu schiessen. Die angegriffenen Kaderleute vermochten die Aussagen ehemaliger Fernsehmitarbeiter nicht zu widerlegen. Im «Tages-Anzeiger» wurde vermutet, hinter der «enthüllenden» Folge stünden nicht nur uneigennützige Interessen, sondern auch verlagspolitische Motive: Kapitalkräftige Kreise, die sich um ein privates Fernsehen in der Schweiz bemühten, hätten wenig dagegen, wenn die Monopolgesellschaft SRG in ein schiefes Licht gerate.<sup>9</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 27.12.1978  
HANS PETER FLÜCKIGER

Der für 1980 vorgelegte **neue Strukturplan des Fernsehens** richtet sich noch ausgeprägter als bisher nach der deutschen Konkurrenz aus. Das Hauptabendprogramm wird vorverlegt, anspruchsvollere Sendungen werden auf die Zeit nach 21 Uhr verschoben. Auf 1980 ist ausserdem die **Regionalisierung der Tagesschau** und der **Ausbau des Informationsblockes** vorgesehen. Bereits 1978 wurde die Hauptabteilung Aktualität und Politik geschaffen. Bei der Besetzung der neuen Posten klagten Fernsehmitarbeiter, dass Parteiinteressen vor den Fähigkeiten einzelner Kandidaten gestanden hätten. Beim Radio wurden neue Programmstrukturen bereits eingeführt. Unter anderem wurde der abendliche Informationsblock zeitlich auf das künftige Fernsehangebot abgestimmt. Ausserdem werden nun in der Deutschschweiz täglich **Lokalsendungen** für fünf verschiedene Regionen ausgestrahlt. Unzufrieden damit sind die Regierungen der Kantone Solothurn und Aargau, welche von der SRG die Gründung einer eigenen Radio-Mitgliedgesellschaft und eigene Lokalsendungen wünschen.<sup>10</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 26.11.1980  
CHRISTIAN MOSER

Der von den Behörden angestrebte gesetzlich geordnete Umbruch bei den elektronischen Medien wurde von dem in Italien stationierten Kommerzsender «**Radio 24**» unterlaufen, der nach peripetienreichen juristischen Geplänkeln der italienischen Stellen im Januar stillgelegt, im März wieder zugelassen und im November vorläufig erneut geschlossen wurde. Der Bundesrat betrachtet den Sender als im Widerspruch zu internationalen Abkommen stehend und führt neben juristischen auch medienpolitische Einwände an, da er sich eine gesellschaftlich orientierte Medienordnung nicht verbauen lassen will. Eine weitere Kontroverse entstand um die von den Kabelnetz-Verbänden zunehmend praktizierte Einspeisung von «Radio 24» in ihre Netze. Sie ignorierten damit ein Schreiben der PTT, das die Übernahme des Grenzsenders als illegal bezeichnete. Die PTT-Generaldirektion beantragte deshalb, bei der **Revision der Verordnung eins des Telegrafien- und Telefonverkehrsgesetzes** einen Artikel aufzunehmen, der die Verbreitung von Sendern, die die Bestimmungen des internationalen Fernmeldevertrages und anderer Abkommen nicht einhalten, untersagt. Insbesondere der Entscheid des Zürcher Stadtrates (Exekutive), «Radio 24» ins Kabelnetz der Rediffusion aufzunehmen, stiess auf etliches Unverständnis. Er wurde auch als Honorierung für die behördenfreundliche Berichterstattung dieses Senders über die Jugendkrawalle interpretiert.<sup>11</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 25.02.1995  
EVA MÜLLER

Ein Antrag der UBI, der vom EVED eine Änderung der SRG-Konzession verlangte, damit die SRG über einen **UBI-Entscheid** künftig nur noch informieren, diesen aber zumindest auf ihren eigenen Kanälen **nicht mehr kommentieren** darf, stiess bei der SRG auf Protest. Ein Kommentierungsverbot verstösst ihrer Meinung nach gegen die Informations- und Meinungsfreiheit.<sup>12</sup>

## Presse

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 29.12.1971  
RUTH GULLO

Die **Konzentrationsbewegung** nahm in der Welschschweiz eine schnellere Gangart an. Vor allem das Eingehen der einzigen sozialdemokratischen Tageszeitung (Le Peuple-La Sentinelle) gab zu Bedenken Anlass. Als Teilersatz wurde vorgesehen, das vierzehntägliche erscheinende Blatt «Domaine public» zu einer Wochenzeitung umzugestalten. Auch die christlich-demokratische Presse verlor mehrere Lokalblätter; andere konnten dagegen Jubiläen langjährigen Erscheinens feiern. Für die Schweiz neue Wege beschritt das «Sonntags-Journal», das zur Magazinform überging. Die schwierige Frage einer Umschreibung der **Pressefreiheit** wurde durch eine Interpellation erneut aufgeworfen, nachdem die sozialdemokratische Initiative für ein Verbot der Pressezensur von 1935 in Vergessenheit geraten war. Der Bundesrat erklärte sich bereit, die für die Revision von Art. 55 BV 1953 eingesetzte Expertenkommission wieder zu aktivieren.<sup>13</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 21.12.1974  
ERNST FRISCHKNECHT

Im Dezember wandte sich die **Presse** gegen eine Kritik der Arabischen Liga, die ihr eine proisraelische Haltung im Nahost-Konflikt vorgeworfen hatte. Die gemischte pressepolitische Kommission des Schweizerischen Zeitungsverlegerverbandes und des Vereins der Schweizer Presse stellte fest, dass die Schweizer Presse jeden Versuch ablehne, sie zu einer Gesinnungsneutralität zu bewegen. Die Aufnahme eines ganzseitigen Inserates der Palästinensischen Befreiungsorganisation (PLO) im «Tages-Anzeiger» und in der «La Suisse» verursachte einigen Wirbel; der «Tages-Anzeiger» beschloss, inskünftig keine Inserate mehr anzunehmen, deren Inhalt sich auf **weltpolitische Krisenherde** bezieht.<sup>14</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 10.12.1975  
ERNST FRISCHKNECHT

Umfassende **Presseförderungsmaßnahmen**, wie sie seit 1967 angestrebt worden waren, schienen trotz der Publikation gewichtiger Dokumente noch in weiter Ferne zu liegen. Die Frage, wie der notleidenden Presse geholfen werden kann, blieb auch 1975, nach einer auf breiter Basis geführten Diskussion, offen. Diese stützte sich auf einen über 800 seitigen Bericht der 1973 eingesetzten Expertenkommission, die gleichzeitig auch Entwürfe für einen revidierten Verfassungsartikel 55 über das **Presserecht**, für einen neuen Artikel 55bis über die Presseförderung und für ein Presseförderungsgesetz vorlegte. Art. 55 BV garantiert nach diesen Entwürfen nicht nur – wie bisher – die Pressefreiheit, sondern auch die Freiheit der Meinungsäusserung, der Meinungsbildung und der Information. Art. 55bis BV gibt dem Bund die Kompetenz zum Schutz und zur Förderung einer vielfältigen und unabhängigen Presse. Die erforderlichen Massnahmen, die vorwiegend aus «Infrastrukturhilfe» bestehen, sind im Presseförderungsgesetz festgelegt. Die jährlichen Kosten veranschlagte die Kommission auf rund CHF 56 Mio. gegenüber dem Vorentwurf von 1973 verzichtete man auf eine Sicherung der inneren Pressefreiheit mit der Begründung, dass die Stellung der Redaktionen und Mitarbeiter im **Kollektivvertrag** geregelt werden sollte. Im Vernehmlassungsverfahren, in welches die beiden Verfassungsartikel geschickt wurden, stiessen wie schon in den Debatten der Vorjahre die unterschiedlichsten Meinungen aufeinander. Vorbehalte und Bedenken äusserten insbesondere auch Zeitungsleute. Gewisse Erleichterungen für die Meinungspressen ergaben sich durch Beschlüsse der eidgenössischen Räte, die bei der Revision des Postverkehrsgesetzes von den Vorschlägen des Bundesrates abwichen und die beantragten Transporttaxen für abonnierte Zeitungen und Zeitschriften ermässigten. Im Interesse der Förderung der Presse übernahm damit die PTT zu den bereits bestehenden Einnahmeneinbussen von gegen CHF 160 Mio. (1974) zusätzliche Mindereinnahmen von jährlich CHF 20 – 30 Mio. Über die Vorschläge für einen verstärkten **Persönlichkeitsschutz**, die auch von gemässigten Blättern als unakzeptabel zurückgewiesen wurden, haben wir bereits berichtet.<sup>15</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 31.12.1994  
EVA MÜLLER

Das Bundesgericht hat die Zulassung von **Bundesgerichtsberichterstattern** gelockert und sich damit einem breiteren Kreis von Journalisten geöffnet. Fortan sind für eine Akkreditierung keine regelmässige Gerichtsberichterstattung oder bestimmte juristische Qualifikationen mehr vorausgesetzt, sondern lediglich die Eintragung ins Berufsregister der Medienverbände.<sup>16</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 07.04.2021  
MATHIAS BUCHWALDER

Au début du mois d'avril 2021, Tamedia a annoncé la **fusion des rédactions régionales du Bund et de la Berner Zeitung**. Le groupe avait déjà annoncé fin octobre 2020 une collaboration plus proche à venir entre les deux principaux quotidiens bernois. Les journaux continueront d'exister séparément, mais leurs contenus seront donc presque identiques, puisque les rubriques suprarégionales étaient déjà réunies depuis 2018. Si les détails de cette fusion doivent encore être précisés, il a déjà été communiqué que le Bund étoffera sa rubrique débats et opinions, tout en proposant des reportages sur l'actualité étrangère et culturelle, alors que la Berner Zeitung se concentrera sur l'actualité sportive et régionale. La fusion, qui permettra des synergies dans le suivi des événements régionaux et cantonaux, mènera à la perte d'environ vingt places de travail. Cette annonce met ainsi fin au «modèle bernois», avec ses deux journaux indépendants l'un de l'autre, le Bund étant plutôt «citadin» tandis que la Berner Zeitung gardait son ancrage «campagnard». En ce «jour noir», le maire de la capitale Alec von Graffenried (BE, gfl) craignait un appauvrissement de la place médiatique bernoise.<sup>17</sup>

### Aspects généraux de la politique médiatique

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 16.08.1978  
HANS PETER FLÜCKIGER

Ähnliches, wie für die Situation der Kunstschaffenden festgestellt wurde, gilt für die Medienschaffenden. Bundespräsident Ritschard erklärte im Rahmen einer Rede in Zürich, der Staat habe zu seiner Opposition in den Medien Sorge zu tragen. Es komme vor, dass Politiker mit der Medienpolitik den Staat schützen wollten und nicht einsähen, dass im Gegenteil der Staat die **Freiheit der Medien** zu schützen habe. Die Forderungen nach einem **Gesamtmedienkonzept**, das Presse, Radio, Fernsehen und weitere Massenmedien in ein gegenseitiges Beziehungsgefüge stellen soll, verstummten nicht. Bundesrat Furgler unterstützte dieses Anliegen, als er anlässlich der Eröffnung des Ringier-Pressesentrums in Zürich die Meinung vertrat, auch die Schweiz komme in Zukunft ohne ein kommunikationspolitisches Konzept nicht mehr aus. Im Spätsommer ernannte der Bundesrat eine Expertenkommission unter der Leitung von H. W. Kopp, die ein schweizerisches Medienkonzept erarbeiten soll. Ihr Auftrag lautet, in erster Dringlichkeit Zielsetzungen für eine koordinierte, möglichst widerspruchsfreie **Medienpolitik** zu formulieren und bis 1981 allfällig notwendige Medienartikel mit Ausführungsbestimmungen vorzulegen.<sup>18</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 27.12.1978  
HANS PETER FLÜCKIGER

An der an anderer Stelle besprochenen UNESCO-Konferenz über die Mediencharta hatte die Schweizer Delegation Grundsätze zur Freiheit der Information herausgearbeitet. Im Anschluss an die von der Presse positiv aufgenommene Stellungnahme gegen eine **Zensur durch staatliche Organe** wurde allerdings vermerkt, dass in der Eidgenossenschaft immer noch der Grundsatz einer «nichtöffentlichen Verwaltung» gelte, was sich am restriktiven Verhalten mancher Behörden ablesen lasse. Ein Urteil des Bundesgerichtes bestätigte diese Feststellung: Die staatsrechtliche Kammer lehnte eine Klage der «Bündner Zeitung» und der Schweizerischen Journalisten-Union ab, die sich gegen die im Jahre 1976 durch die Bündner Regierung erlassenen Informationsrichtlinien gewandt hatten. Die Richter verneinten sowohl einen verfassungsmässigen Anspruch auf **freie Informationsbeschaffung** durch die Medien als auch eine sich aus den Grundrechten ergebende Informationspflicht der Behörden. Anlässlich einer Tagung orientierte Bundeskanzler K. Huber über die Informationsgrundsätze der Landesregierung. Der Bundesrat sei gesetzlich verpflichtet, die Öffentlichkeit zu orientieren. Aber nur so weit, als dadurch «keine wesentlichen schutzwürdigen öffentlichen oder privaten Interessen» verletzt würden.<sup>19</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 12.09.1979  
CHRISTIAN MOSER

Anders als im kulturellen Bereich, wo Neues sich häufig nur am Rande artikuliert und kaum beachtet wird, verdeutlichten die technischen Neuerungen auf dem Mediensektor die **Notwendigkeit einer neuen Medienordnung**. Die jüngsten Auseinandersetzungen in diesem Bereich liessen erkennen, dass es dabei nicht nur um blosse rechtliche Festschreibungen, sondern vor allem um politische und wirtschaftliche Macht sowie um die Freiheit der Information und des Medienschaffenden geht. Dabei wird offenbar von interessierten Kreisen versucht, die bevorstehenden Entscheidungen zu präjudizieren. Dies umso mehr, als die im Vorjahr eingesetzte Kommission für eine Medien-Gesamtkonzeption ihre Arbeit erst Mitte 1981 abschliessen wird. Sie hat 1979 noch keine formellen Beschlüsse gefasst und sich neben der Erfassung des Ist-Zustandes vor allem den dringlich vorzuziehenden Massnahmen gewidmet und ihre Arbeit mit den andern medienrelevanten Rechtssetzungsprojekten koordiniert. Die von der Kommission erarbeiteten kommunikationspolitischen Zielsetzungen legen Wert auf eine Konsolidierung der Medienfreiheit und lehnen eine Qualitätskontrolle der Medien durch den Staat ab. **Medienfreiheit ist nach Ansicht der Schweizerischen Journalistenunion (SJU) auch von anderer Seite gefährdet**. Sie fordert deshalb von der Medien-Gesamtkonzeption die Garantie, dass private Medienkonzerne nicht in bisherige und neue elektronische Massenmedien eindringen können.<sup>20</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 18.12.1979  
CHRISTIAN MOSER

Eine Voraussetzung der Medienfreiheit wäre die Pflicht zur Information durch die Behörden. In dem auf den 1. Juni in Kraft getretenen **Verwaltungsorganisationsgesetz des Bundes** ist die Informationspflicht für Regierung und Verwaltung unter Voraussetzung eines allgemeinen Interesses und unter Vorrang wesentlicher öffentlicher und privater Ansprüche formell verankert. **Kritische Stimmen bemerkten, dass die Informationspolitik des Bundes seither zurückhaltender geworden sei, und forderten eine umfassende Informationspflicht für Behörden aller Stufen**. Der Verband der Schweizer Journalisten (VSJ) möchte diese als vorzuziehende Massnahme im Rahmen der Medien-Gesamtkonzeption verwirklicht wissen. Nachdem sich schon vorher einzelne Fälle von Indiskretionen aus Protokollen und Kommissionsunterlagen ereignet hatten, führte die vorzeitige Veröffentlichung eines SRG-Papiers der nationalrätlichen Geschäftsprüfungskommission zuerst zu einer Pauschalverwarnung der Bundeshausjournalisten durch das Nationalratsbüro und schliesslich zu einer Strafanzeige wegen Amtsgeheimnisverletzung gegen Parlamentarier und Journalisten bei der Bundesanwaltschaft. Diese Massnahmen stiessen weithin auf Kritik, wobei die wenig offene Informationspraxis des Bundes, auch als Geheimniskrämerei bezeichnet, für die Pannen verantwortlich gemacht wurde. Vorstösse im Nationalrat griffen das Problem auf. Aus Gründen der Verhältnismässigkeit wurden Ende Jahr zumindest die Ermittlungen gegen die Parlamentarier eingestellt. Die offizielle Informationspolitik geriet auch in Zürich unter Beschuss, als der kantonale Polizeikommandant Grob vier ausgewählte Journalisten über das KIS informierte, den Vertreter des «Volksrechts» abwies und den nicht eingeladenen Presseorganen eine Tonbandaufzeichnung zustellte, aus der die kritischsten Teile eliminiert worden waren. Dies wurde als willkürliche Behinderung der Presse von mehreren Parteien im Kantonsrat verurteilt. An früherer Stelle ist bereits die Kontroverse um die Abstimmungserläuterungen des Bundes zur Atominitiative zu Sprache gekommen; der Einwand, den Gegnern der bundesrätlichen Meinung werde zu wenig Platz eingeräumt und ihre Argumentation selektioniert, wurde auch bei anderer Gelegenheit vorgebracht. Zwei ähnlich lautende Vorstösse im Nationalrat forderten deshalb, dass den Vertretern von Initiativ- und Referendumskomitees genügend Raum zu eigenen Stellungnahmen gesichert wird.<sup>21</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 01.09.1987  
LUZIUS MEYER

Ein Teilmarkt innerhalb dieses neuen Medienangebots, das **Angebot an Pornographie und vor allem an Gewalt in Videofilmen**, bereitet indessen zunehmend gesellschaftspolitische Schwierigkeiten. Als beunruhigend wird insbesondere vermerkt, dass Jugendliche eine Vorliebe für solche «Brutalos» entwickeln und diese als eine Art Mutprobe konsumieren. Dem vereinzelter Ruf nach dem Zensor stehen weit zahlreicher aber Stimmen entgegen, die in erzieherischen Massnahmen ein adäquateres Mittel sehen, dieser Entwicklung entgegenzutreten. Trotzdem ist in der laufenden Revision des Strafgesetzbuches vorgesehen, die Veröffentlichung von Gewaltdarstellungen und harter Pornographie unter Strafe zu stellen. Darüber hinaus wird jedoch auch davor gewarnt, die Debatte auf die Videogewalt zu verengen, da mit der beabsichtigten Einführung des Privatfernsehens und mit dem sich dadurch verschärfenden Kampf um Mehrheitspublika der Anteil an Gewalt im Fernsehen beträchtlich zunehmen werde. Diese Perspektive macht deutlich, dass der Hang, Darstellungen von physischer Gewalt

zu rezipieren, ein gesellschaftliches Problem darstellt, das mit Zensurmassnahmen nicht behoben werden kann.

Mitte August wurde eine Volksinitiative «gegen die Vermarktung von Gewalt und Sexualität in den Medien» lanciert, der für das Zustandekommen jedoch wenig Chancen eingeräumt werden.<sup>22</sup>

**DÉBAT PUBLIC**

DATE: 24.08.1989

MATTHIAS RINDERKNECHT

Verschiedene Sendungen am Fernsehen und Radio haben die Sensibilität der Bevölkerung in Bezug auf die **Rolle der Medien und deren Spielraum in der Demokratie** herausgefordert. So ist die Unabhängige Beschwerdeinstanz (UBI) als Repräsentantin der Kontrolle über die staatlichen Medien ins Kreuzfeuer der Kritik geraten. Andererseits forderten Journalistenverbände eine Verstärkung ihrer eigenen Position in Form des Rechts zur **Zeugnisverweigerung**, um eine gewisse Unabhängigkeit gegenüber staatlichen und privaten Institutionen bewahren zu können. Ein solches Zeugnisverweigerungsrecht ist im Entwurf des neuen Mediengesetzes des Kantons Solothurn erstmals verankert.<sup>23</sup>

**DÉBAT PUBLIC**

DATE: 28.09.1990

MATTHIAS RINDERKNECHT

Das neu revidierte **Bundesgesetz über den unlauteren Wettbewerb (UWG)** zeigte unerwartete Auswirkungen auf die Medienfreiheit. Das Thurgauer Obergericht verurteilte einen Wirtschaftsjournalisten zu einer Busse, weil sich ein Interviewpartner negativ über eine bestimmte Nähmaschinenmarke geäußert hatte, ohne dass sich das kritisierte Unternehmen dazu äussern konnte. Kritiker dieses Urteils befürchteten, dass Journalisten umstrittene Themen aus Angst vor kostspieligen Prozessen in Zukunft gar nicht mehr aufgreifen werden.<sup>24</sup>

**DÉBAT PUBLIC**

DATE: 20.04.1991

MATTHIAS RINDERKNECHT

Zum ersten Mal wurde 1991 ein internationaler **Tag der Pressefreiheit** ausgerufen. Berufsorganisationen von Medienschaffenden aus aller Welt haben den 20. April zu dem Tag erklärt, an welchem weltweit die Pressefreiheit als Bestandteil einer demokratischen Gesellschaft gefordert und gewürdigt werden soll. Laut der Organisation "Reporters sans frontières" befanden sich im Frühling 1991 mindestens 200 Journalisten aus politischen Gründen in Gefängnissen und im Jahre 1990 haben 41 Journalisten die Ausübung ihres Berufes mit dem Leben bezahlt.<sup>25</sup>

**DÉBAT PUBLIC**

DATE: 27.06.1992

MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Frage der beruflichen Verantwortung von Medienschaffenden wurde auch anlässlich des Bekanntwerdens eines **Beziehungsgeflechts zwischen Wirtschaft und Presse** aufgeworfen. Die Chefredaktoren der Wirtschaftsmagazine "Bilanz" und "Finanz und Wirtschaft" hatten von einem Unternehmer und Immobilienhändler Aktien geschenkt oder zu einem symbolischen Preis erhalten. Diese Geschenke waren zu grosszügig, um als herkömmliche Gefälligkeiten zu gelten und wurden nach Bekanntwerden von der Öffentlichkeit als Gefährdung der Unabhängigkeit der Presse betrachtet. Als direkte Reaktion auf diesen Vorfall gab der Presserat des Verbandes der Schweizer Journalisten Empfehlungen gegen den Filz im Journalismus heraus. Diese verlangen unter anderem eine Offenlegung der berufsrelevanten Vermögensverhältnisse der Medienschaffenden gegenüber der Redaktion und verbieten das Ausnutzen von Insiderwissen zum eigenen Vorteil; ebenso sollen Medienschaffende Wertpapiere von Publikumsgesellschaften, über die sie Bericht erstatten, entweder abtossen oder nichts über die betreffenden Branchen publizieren.<sup>26</sup>

**DÉBAT PUBLIC**

DATE: 27.04.1998

ELISABETH EHRENSPERGER

Die neue Bundesverfassung wird die Meinungs- und Informationsfreiheit (Art. 16) explizit aufführen – als das Recht umschrieben, Informationen frei zu empfangen, aus allgemein zugänglichen Quellen zu beschaffen und zu verbreiten. Die **Beschränkung des Informationszuganges auf allgemein zugängliche Quellen** bedeutet, dass es die Bundesversammlung ablehnte, amtliche Akten grundsätzlich für öffentlich zu erklären. In der grossen Kammer beantragte Nationalrat Jutzet (sp, FR) die Einführung des Öffentlichkeitsprinzips in der Verwaltung. Der Antrag wurde aber als über eine Nachführung der Verfassung hinausgehende Neuerung abgelehnt. Die in der bestehenden Verfassung in Art. 55 verankerte Pressefreiheit wurde zur **Medienfreiheit** (neu Art. 17) ausgedehnt, die auch Radio und Fernsehen sowie die neuen Medien umfasst. Für die traditionellen elektronischen Medien dürfte dies praktisch wenig ändern, da der heutige Radio- und Fernsehartikel (bisher Art. 55bis BV) fast wörtlich übernommen wurde (neu Art. 93). Eine eigentliche Neuerung stellt die **Gewährleistung**

des **Redaktionsgeheimnisses** auf Verfassungsebene im neuen Art. 17 dar. Der Ständerat hatte das Redaktionsgeheimnis nicht als unbeschränktes Grundrecht, sondern nur im Rahmen einer auf Gesetzesstufe vorzunehmenden Regelung geltendes Recht formuliert. Der Nationalrat konnte sich mit dieser Einschränkung nicht einverstanden erklären und setzte sich in der Differenzvereinbarung schliesslich durch. Bundesrat Koller hatte hierbei darauf verwiesen, dass auch die Grundrechte nicht unbeschränkt seien, sondern gemäss Art. 32 auf gesetzlichem Weg zur Wahrung des öffentlichen Interesses oder der Grundrechte Dritter eingeschränkt werden können.<sup>27</sup>

#### DÉBAT PUBLIC

DATE: 09.12.1998

ELISABETH EHRENSPERGER

Die Diskussion um die Anwendung des Bundesgesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb (**UWG**) auf Medien erreichte im Berichtsjahr ihren vorläufigen Höhepunkt mit der Verurteilung der Schweiz durch den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte wegen Verletzung der Meinungsfreiheit im **„Mikrowellen“-Fall**. Der Ständerat lehnte im Dezember eine 1997 von der grossen Kammer überwiesene Motion ab, die eine Revision des UWG unter Berücksichtigung der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte verlangt hatte. Die kleine Kammer überwies aber ein Postulat seiner Rechtskommission mit gleichem Wortlaut. Hängig war in diesem Zusammenhang auch eine parlamentarische Initiative Vollmer (sp, BE). Sie verlangt in Form einer allgemeinen Anregung eine Änderung des UWG, um die Einschränkung einer kritischen Medienberichterstattung und unabhängigen Konsumenteninformation zu verhindern. In der Begründung seines Vorstosses kritisierte Vollmer das **„Kassensturz“-Urteil** des Bundesgerichts.<sup>28</sup>

#### Nouveaux médias

Bundespolizei, Provider und betroffene Bundesämter setzten angesichts der rechtlichen Unsicherheiten, die sich im Zusammenhang mit der Sperrung von rassistischen und pornographischen Websites ergaben, eine **Kontaktgruppe „Zugang zu strafbaren Inhalten im Internet“** ein. Denn trotz dem 1998 in Kraft getretenen neuen Medienstrafrecht standen noch zahlreiche Fragen offen. So sollte die Gruppe nach Lösungen suchen zwischen einer generellen Sperrung gewisser Websites – was einer staatlichen Vorzensur gleichkäme – und einem Delegieren der Überprüfung entsprechender Sites an die Provider – was diesen strafrechtliche Überprüfungsaufgaben auferlegen würde. Besonders umstritten war, ob Provider nur für Websites verantwortlich sind, die auf ihren Servern abgespeichert werden, oder auch für solche, zu denen sie nur den Zugang verschaffen.<sup>29</sup>

#### DÉBAT PUBLIC

DATE: 17.11.1999

ELISABETH EHRENSPERGER

1) BÜZ, 24.7., 26.7., 29.7., 30.8., 7.9., 14.9. und 26.11.76; LNN, 20.8. und 21.10.76; gk, 16.9.76; Ww, 22.9–6.10.76.; Dumur (1976). Salut journaliste.; Geissler (1975). Interessenartikulation in schweizerischen Massenmedien.; Kopp (1976). Information in der Demokratie.

2) 24H, TA, 21.2.22; TA, 22.2.22; 24H, TA, 24.2.22; NZZ, 4.3.22

3) AZ, NZZ, 1.3.22; AZ, 8.3.22; NZZ, 9.3.22; Lib, 18.3.22; TA, 23.3.22; 24H, 24.3.22; 24H, AZ, NZZ, TA, 26.3.22; TA, 20.4.22

4) AB NR, 1971, S. 868; AB NR, 1971, S. 873; AB NR, 1971, S. 880; Bericht SRG vom 3.9.71; SRG (1970). Jahresbericht 1970.; Vat., 18.2., 12.11. und 22.12.71; AZ, 11.3., 12.3. und 21.12.71; TdG, 7.10., 9.10., 10.10., 28.10. und 29.10; JdG, 15.10.71; NZZ, 31.10. und 4.11.71; Bund, 21.12.71; GdL, 21.12.71; NBÜZ, 21.12.71; NZ, 21.12.71; Ww, 22.12.71; BN, 23.12.71.; Verhandl. B.vers., 1971, V, S. 51; Verhandl. B.vers., 1971, V, S. 57

5) AB NR, 1972, S. 1806 ff.; AB SR, 1972, S. 679 ff.; AB SR, 1972, S. 682; NZZ, 24.3., 20.4. und 17.8.72; NBZ, 29.3., 12.4., 15.4., 16.4., 19.4. und 28.6.72; Tw, 21.4.72; BN, 22.4., 23.4., 15.7. und 7.10.72; TA, 26.4., 13.7. und 17.8.72; AZ, 27.4., 30.6., 30.8. und 22.11.72; Ostschw., 15.5.72; Ldb, 20.6., 15.7. und 18.12.72; NZ, 21.6. und 26.11.72; Bund, 21.6.72; Sl, 25.6.72; BN, 1.7. und 15.7.72; Vat., 8.7.72; TdG, 19–21.12.72.

6) TA, 31.1. und 13.5.74; NBZ, 2.2.74; NZ, 2.2., 3.4. und 7.5.74; Ww, 6.2., 13.2., 3.4. und 13.11.74; Ldb, 7.2.74; NZZ, 8.2., 25.3. und 4.4.74; Vat., 23.3. und 26.3.74; TG, 28.3.74; JdG, 4.5. und 5.5.74; LNN, 4.5.74; Tw, 10.6., 14.12. und 15.12.74.

7) AB NR, 1975, S. 1047 f.; AB NR, 1975, S. 1055; AB NR, 1975, S. 1528; Schawinski (1975). Kassensturz, das Buch zur Sendung über „Konsum, Geld und Arbeit“.; Tw, 22.1., 3.5., 31.7.75; Bund, 2.2., 17.4. und 15.9.75; Vat., 10.3, 17.10. und 20.12.75; Presse vom 11.3., 12.3. und 11.12.75; NZZ, 14.3., 17.3., 11.7., 25.7., 22.8., 29.8. und 13.12.75; TG, 17.3.75; Ldb, 18.4. und 22.10.75; LNN, 29.7.75; TA, 22.8. und 12.12.75; NZ, 22.11.75.

8) TLM, 29.2. und 22.12.76; Bund, 1.3.76; TA, 1.3., 4.6., 11.9., 14.9., 29.9., 1.10. und 29.10.76; 24 Heures, 3.4. und 6.4.76; FA, 20.5. und 28.5.76; JdG, 4.6., 5.6. und 12.6.76; TG, 15.9.76; NZ, 16.10., 11.11., 19.11.76; NZ, 9.11. und 20.11.76; LNN, 20.11.76; NZ, 20.12.76; Ostschw., 24.12.76.

9) TA, 6.1., 7.4. und 18.10.78; Blick, 28.9–23.10.78; Ww, 22.11.78.

10) Presse vom 17.2.78; Zoom-Filmberater, 1.3.78; CdT, 8.4.78; TA, 15.4., 21.4., 28.4., 7.7. und 8.7.78; SZ, 20.7., 11.8. und 9.12.78; Vr, 8.7. und 10.7.78; NZZ, 2.10., 21.6. und 24.11.78; LNN, 16.11., 1.12. und 27.12.78; Vat., 7.12.78; Bund, 10.12.78.

11) BaZ, 4.1., 24.3., 12.7. und 22.8.80; NZZ, 4.1., 14.1., 17.1., 23.1., 21.6., 28.6., 15.7., 21.8., 5.9. und 11.10.80; TA, 4.1., 5.1., 10.1., 17.1., 23.1., 12.3., 15.7., 21.8., 23.8. und 4.9.80; Ww, 30.4.80; Vat., 17.6.80; LNN, 10.7.80; Bund, 17.7.80; Presse vom 6.10., 19.11. und 26.11.80.; Von Büren und Frischknecht (1980). Kommerz auf Megahertz.

12) Bund, NZZ und TA, 25.2.95; Klartext, 1995, Nr. 2, S. 36.57

13) AB NR, 1971, S. 1020 ff.; NZN, 3.3., 3.10. und 19.11.71; NZ, 3.3.71, Vat., 30.3. und 15.4.71; PS, 29.4., 3.5. und 19.5.71; NZZ, 5.5. und 29.12.71; Lib., 1.10.71; Ostschw., 1.11.71; Domaine public, 10.12.71.

14) TA, 28.11., 5.12. und 21.12.74; BN, 7.12.74; NZZ, 11.12.74; TG, 12.12.74.

15) Presse vom 17.6.75; NZZ, 19.6., 26.6., 8.11., 15.11. und 26.11.75; Bund, 22.6.75; 24 Heures, 15.7.75; TA, 19.7.75; LNN, 8.11.75; Ldb, 21.11. und 10.12.75.

16) Plädoyer, 1994, Nr. 6, S. 8 ff.10

- 17) NZZ, 7.4.21; AZ, 8.4.21; AZ, Lib, NZZ, TA, 9.4.21; BZ, Bund, WW, 15.4.21; WOZ, 29.4.21
- 18) Furgler (1978). «Bürger-Presse-Staat». Documenta 1978, Nr.2.; Ritschard (1978). «Schlaraffenland technisch vermittelter Information». Documenta 1978, Nr.5.; Vr, 5.4.78; Presse vom 10.8.78; TA, 12.8.78; wf Dok., 14.8.78; Ww, 16.8.78.
- 19) BÜZ, 3.3., 9.3. und 17.8.78; Vat., 2.9.78; 24 Heures, 11.10.78; TA, 23.11.78; NZZ, 27.12.78; Die Schweizer Presse, 1978, Nr.2, S.1.; Huber (1978). «Informationsgrundsätze der Landesregierung». Documenta Nr.5.
- 20) Vr, 15.3. und 12.9.79; BaZ, 6.2., 16.3. und 19.3.79; TA, 19.3.79; LNN, 30.6.79; NZZ, 8.9. und 12.9.79; JdG, 12.9.79; Ldb, 12.9.79.
- 21) AB NR, 1979, S. 1154 f.; AB NR, 1979, S. 1265 f.; AB NR, 1979, S. 1679 ff.; TA, 5.3. und 23.4.79; BaZ, 7.8., 4.10., 6.10. und 14.12.79; Presse vom 1.9. und 18.9.79; Ww, 5.9. und 10.10.79; TW, 5.10.79; Bund, 17.10.79; Ldb, 17.10.79; NZZ, 15.12.79; Vr, 17.12. und 18.12.79; TA, 18.12.79.; Verhandl. B.vers., 1979, IV, S. 17
- 22) BBl, III, 1987, S. 10 ff.; Presse vom 1.9.87; Vat., 2.11.87.; Zoom, 38/1986, Nr. 7
- 23) Babylon, März 1989.; SJU news, August/September und Oktober 1989.; TA, 10.3., 7.4. und 24.8.89; SZ, 29.6.89; NZZ, 15.7.89; BaZ, 24.8.89.
- 24) TA, 28.9.90; Plädoyer, 1990, Nr. 6.
- 25) Express, 20.4.91.
- 26) SHZ, 5.3.92; TA, 6.3.92; Ww, 12.3.92; Klartext, 1992, Nr. 2 (Wirtschaftsredaktoren) und Nr. 4 (Presserat, VSJ); Presse vom 27.6.92.
- 27) Amt. Bull. NR, 1998, S.850ff.; Amt. Bull. StR, 1998, S.41; Presse vom 19.2.98.
- 28) Amt. Bull. StR, 1998, S.1260ff.; Presse vom 26.8.98; LT, 16.10.98; BaZ, 9.12.98.; Plädoyer, 1998, Nr. 6, S. 20-22.; Verh. B.vers., 1998, VI, Teil I, S. 50.; Presse vom 6.3.98; TA, 7.3.98; NZZ, 16.4.98 und 12.2.99
- 29) SZ, 29.1. und 5.8.99; Bund, 30.1.99; NZZ, 21.5.99; TA, 17.11.99.